

Réunion plénière de la LVIII COSAC 26-28 novembre 2017, Tallinn

Informations de base

Session I: L'avenir de l'Union européenne

Avec le 60^e anniversaire de la fondation de la coopération européenne, qui est célébré cette année, l'avenir de l'Union européenne fait l'objet de maints débats. Même si l'UE a récemment fait face à de nombreux défis comme le Brexit, la crise migratoire, diverses questions de sécurité et le creusement des inégalités économiques et sociales, les valeurs sur lesquelles elle a été fondée, comme la solidarité, la démocratie libérale, l'égalité, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la liberté et la justice sociale, sont toujours aussi pertinentes qu'il y a 60 ans. En outre, ces temps difficiles ont tout de même permis à l'UE de prospérer, et les défis ont été transformés en possibilités de mettre en œuvre les réformes nécessaires et d'améliorer le travail des institutions de l'UE.

Les européens souhaitent suivre le chemin commun qui mène vers un meilleur avenir européen. L'enquête [Eurobaromètre](#) la plus récente a révélé que malgré cette période d'instabilité, **la confiance générale dans l'UE et l'optimisme sont en hausse**. La confiance dans l'UE a gagné dix points de pourcentage depuis l'automne 2015, et plus de la moitié des répondants (56 %, soit 6 % de plus depuis l'automne 2016) se montrent optimistes quant à l'avenir de l'UE. L'étude [Parlemètre 2017](#) a constaté que 64 % des citoyens estiment que l'adhésion à l'Union européenne a profité à leur pays. Ce chiffre est en hausse de quatre points par rapport à 2016.

Le résultat du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne a été l'une des principales raisons du **sommet informel de Bratislava** le 16 septembre 2016. Ce sommet a marqué le début du processus pour faire réussir l'UE à 27 États membres. Les chefs d'État et de gouvernement et les dirigeants des institutions de l'UE sont convenus que l'Union n'était pas parfaite mais qu'elle était le meilleur mécanisme permettant de répondre aux défis auxquels l'UE est confrontée. Les dirigeants ont adopté la [Déclaration et feuille de route de Bratislava](#), où ils se sont engagés à prendre une série de mesures sur les migrations, les frontières extérieures, l'économie, la défense, la sécurité et le développement social.

Le processus lancé à Bratislava a abouti à la [Déclaration de Rome](#), qui marquait le 60^e anniversaire du traité de Rome. Cette déclaration a élargi la portée des actions et déterminé les priorités supplémentaires à long terme. Les leaders de l'UE-27 et des institutions européennes ont réaffirmé leur détermination à **rendre l'UE plus forte et plus résistante** à travers une plus grande unité et une plus grande solidarité au sein de l'UE, et en respectant les règles communes. Les dirigeants des États membres se sont engagés à œuvrer en faveur d'une Europe dont les citoyens se sentent en sécurité, dont l'économie soit durable et prospère, qui soit plus orientée sur les aspects sociaux et l'égalité et qui joue un rôle plus important sur la scène internationale.

Lors de la réunion du Conseil européen le 20 octobre 2017, Donald Tusk, président du Conseil européen, a présenté le [programme des dirigeants](#) jusqu'en juin 2019. Conformément à ce programme, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront plus régulièrement afin de discuter et de prendre des décisions pour faire progresser les politiques plus délicates, par exemple sur les migrations, l'approfondissement de la zone euro, la sécurité, l'achèvement du marché unique, le CFP après 2020, la politique commerciale commune, etc. Le débat reposera sur la décision du Conseil européen et n'impliquera aucune longue

séance de rédaction ni de conclusions. Le programme des dirigeants sera mis à jour et amendé conformément aux priorités et à d'autres programmes. Dans les grandes lignes, le travail sera guidée par trois principes: privilégier les solutions pratiques, avancer pas à pas et préserver l'unité de l'UE. Par ailleurs, [M. Tusk a adressé une lettre aux dirigeants de l'UE](#), leur rappelant que l'unité ne pouvait devenir prétexte à stagnation mais que, dans le même temps, l'ambition ne pouvait être source de fractures.

La Commission européenne a fourni un cadre précieux qui permet de stimuler les débats à venir et de déterminer quelle vision recueillerait le soutien le plus large. Le [livre blanc sur l'avenir de l'Europe](#) esquisse cinq scénarios pour l'UE d'ici à 2025: s'inscrire dans la continuité; rien d'autre que le marché unique; ceux qui veulent plus font plus; faire moins mais de manière plus efficace; faire beaucoup plus ensemble. Ce livre blanc a été suivi de nombre de documents de réflexion sur la [dimension sociale](#), sur la [maîtrise de la mondialisation](#), sur [l'approfondissement de l'Union économique et monétaire](#), sur [l'avenir de la défense européenne](#) et sur [l'avenir des finances de l'UE](#). Selon les conclusions du [28^e rapport semestriel de la COSAC](#), le sentiment général des parlements nationaux est qu'une combinaison des scénarios proposés serait la meilleure solution.

Dans son [discours annuel sur l'état de l'Union 2017](#), Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a lui-même proposé un sixième scénario pour l'avenir de l'UE. Son discours a mis l'accent sur les trois principes fondamentaux de l'UE, à savoir la liberté, l'égalité et l'état de droit. Parmi de nombreuses idées, M. Juncker a mis en avant la nécessité de créer un socle européen des droits sociaux, un poste de ministre de l'économie et des finances européen, un instrument d'adhésion à l'euro, une Union européenne de la défense et une task-force «Subsidiarité et proportionnalité». Par ailleurs, il a proposé de recourir davantage au vote à la majorité qualifiée, de fusionner les présidences du Conseil européen et de la Commission européenne et de maintenir des perspectives d'élargissement aux Balkans occidentaux.

Le Royaume-Uni a notifié au Conseil européen son intention de quitter l'Union européenne et a déclenché l'article 50 le 29 mars 2017. Parallèlement, l'UE à 27 États membres s'efforce de définir l'avenir de l'UE. **Les négociations sur le Brexit** reposent sur un ensemble d'[orientations politiques du Conseil européen](#), qui définissent le cadre des négociations et présentent les positions et les principes générales de l'UE. En octobre dernier, les leaders de [l'UE-27 ont réexaminé l'état d'avancement des négociations sur le Brexit et ont conclu](#) que les progrès réalisés dans les aspects essentiels étaient insuffisants pour pouvoir passer à la deuxième étape des négociations, sur la phase de transition et sur les futures relations commerciales bilatérales.

Toutes ces réflexions après le Brexit mettent en évidence que l'UE à 27 et les institutions européennes ont décidé de suivre la **«théorie de la bicyclette»¹, selon laquelle il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre**. Un an et demi avant les élections au Parlement européen, c'est le bon moment de reconstruire l'Union sur des bases plus solides.

Quelques points de discussion:

- Comment assurer que les ambitions des États membres n'entraînent pas de nouvelles divisions dans l'UE-27?
- Êtes-vous d'accord avec l'idée que l'UE devrait renforcer la coopération en matière de sécurité, de migration et de défense et de réduction des inégalités économiques et sociales?
- Comment le Brexit pourrait-il redéfinir les objectifs futurs dans l'UE à 27 États membres?

¹ Théorie popularisée dans les années 1970 par Fred Bergsten.